

ENFANTS SYRIENS : UNE GENERATION SACRIFIEE ?

Le contexte

Bienvenue sur Geopolitis. Dans le monde de 2016, notre monde, 1 enfant sur 9 vit - et souffre - dans une zone de conflit. C'est-à-dire qu'il est victime, directement, de la guerre que se livrent les adultes. « Tout cela est consternant », déclare l'UNICEF, le fonds des Nations Unies pour l'enfance. On peut articuler un chiffre et donner un exemple en ce qui concerne les pays du Proche et du Moyen Orient : on parle là de 13 millions d'enfants qui sont actuellement privés d'école. Des enfants déracinés, déscolarisés et désocialisés.

Or, on sait que si un enfant ne va pas à l'école, sérieusement, pendant une période de 4 ou 5 ans, c'est toute une génération qui est perdue, des enfants et des adolescents qui vont en grande partie se tourner vers une forme ou une autre de violence, cette violence dans laquelle ils auront grandi et qui, à leurs yeux, aura fini par prendre un caractère de normalité. D'ailleurs sur notre planète, ce sont 230 millions de garçons et de filles qui seraient ainsi concernés.

Des générations d'enfants victimes des guerres, c'est le thème de cette édition de Geopolitis. On ne peut pas dire que l'on ne savait pas. Pour ces enfants, et notamment en Irak ou en Syrie, le destin est écrit et il est connu. Dans un premier temps, ces enfants peuvent mourir dans un bombardement, voire mourir de faim, dans une ville assiégée par l'un ou l'autre des belligérants. S'ils survivent, ces enfants peuvent devenir des réfugiés dans leur propre pays, ce sont alors des déplacés, et leur chance de trouver une école est, disons, très réduite. Ils peuvent aussi fuir leur pays, avec ou sans leurs parents, et prendre le chemin de l'exil. Là, ils peuvent mourir de froid dans l'hiver européen ou bien périr noyés dans la Méditerranée. Lorsqu'ils sont placés dans des camps de réfugiés, devenus d'immenses villes, ils sont ou ne sont pas scolarisés selon que les pays, les organisations internationales ont ou n'ont pas les fonds nécessaires pour construire des écoles et trouver des enseignants. Enfin, s'ils sont enfin arrivés, sains et saufs, à l'étranger, à supposer qu'ils y soient accueillis, rien ne dit qu'ils vont y bénéficier de structures adaptées à leur style de vie et, d'abord, à leur langue. Le temps passe, les années se suivent, et le déficit d'éducation est là, criant, et le plus souvent irréversible. Voilà l'itinéraire, au sens propre et figuré, de ces milliers d'enfants.

Le reportage

L'EDUCATION

8 850 écoles détruites ou gravement endommagées : c'est le bilan dressé par l'UNICEF dans les 4 pays actuellement à la Une de l'actualité guerrière : Syrie, Irak, Yémen et Libye. En Syrie même, on considère que 2 millions 800 mille enfants ne sont plus allés dans une école depuis plus d'un an. À souligner que certaines écoles jusqu'ici épargnées par les bombardements ou les combats ne sont plus utilisées comme des lieux d'enseignement car elles ont été réquisitionnées pour accueillir des milliers de familles déplacées. Même situation en Irak où les écoles doivent accueillir jusqu'à 3 millions de citoyens ayant fui les zones de combat. En Turquie et au Liban, on estime que plus de 700 000 enfants ne sont pas scolarisés. Pourtant, les organisations internationales se sont largement mobilisées. Au total, au Liban, en Jordanie et en Turquie, l'UNICEF et l'OMS ont réussi à faire en sorte que 340 000 enfants réfugiés bénéficient, à l'intérieur même des camps, d'une instruction scolaire.

L'EXPLOITATION

Il manque 10 000 enfants. C'est ce qu'annonçait en janvier Europol, l'agence européenne de coordination policière. 10 000, c'est le nombre estimé d'enfants migrants non accompagnés qui ont en fait disparu de la circulation, une fois arrivés en Europe, depuis le milieu de l'année 2014. C'est le cas de 5 000 d'entre eux, portés disparus en Italie. On imagine, bien heureusement, que certains ont pu rejoindre leurs familles, quelque part en Europe, sans qu'on ait pu garder trace de leur parcours. En revanche, on sait que nombre d'entre eux sont tombés entre les mains de filières criminelles. Prostitution, travail au noir,

esclavagisme, les pièges sont nombreux pour ces enfants qui pensent que leur salut, de toute façon, est de vivre et de rester cachés. On vient par exemple de découvrir en Turquie des usines de textile où des enfants syriens étaient exploités. Des usines qui d'ailleurs fournissent nombre de chaînes de magasins européens.

LE FINANCEMENT

Ce sont des exigences à la hauteur de l'enjeu. Pour aider tous ces enfants, l'UNICEF a besoin, maintenant, de 2,8 milliards de dollars. Un budget 2016 qui aura doublé en 3 ans en raison de la poursuite de ces conflits. Près de 3 milliards, donc, pour venir en aide à 43 millions d'enfants. Tout récemment, l'émissaire de l'ONU chargé de l'éducation estimait à 500 millions de dollars le besoin financier pour scolariser 1 million d'enfants dans les camps de réfugiés du Liban, de Jordanie et de Turquie. Un exemple parmi d'autres de l'utilisation de ces fonds : au Liban, on fait deux journées d'école, une pour les petits Libanais, le matin et le début d'après-midi, puis une autre, en fin d'après-midi et le soir pour les petits Syriens. Il faut nous aider à trouver ces milliards de dollars, c'est le titre d'une pétition adressée, entre autres chefs d'État, à Barack Obama, et dont l'initiatrice est une jeune enfant ayant vécu sa part de violence, pour avoir osé se rendre à l'école, il s'agit de la jeune pakistanaise Malala Yousafzai, prix Nobel de la Paix.

L'Edito

C'est une initiative qui, si elle se concrétise, peut contribuer à une forme de scolarisation de tous ces enfants de la guerre. Il s'agit d'une application sur smartphone. En effet, on a constaté que, même démunis d'à peu près tout, la plupart des familles de réfugiés ou déplacés possèdent un téléphone mobile, seul lien possible vers l'extérieur. Partant de ce principe, le gouvernement norvégien et plusieurs organismes d'aide internationale ont contacté des grands noms de l'industrie du jeu vidéo. Et ils ont proposé que, ensemble, et bien on puisse créer des applications faciles d'accès, offrant des bases d'alphabétisation, en langue arabe, pour une première cible d'enfants âgés de 5 à 10 ans. Un appel d'offres a été lancé. Des décisions sont attendues pour le mois d'avril. Ce qui serait une manière intelligente de marquer les 5 ans de guerre en Syrie.